

Groupe de travail Diversité Du 1^{er} octobre 2010

Déclaration liminaire

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous comprendrez que dans le contexte actuel notre Fédération se soit posée la question de sa participation à ce groupe de travail.

Nous ne doutons pas de la volonté de l'équipe chargée de la diversité à Bercy de vouloir avancer dans ce domaine. Nous sommes beaucoup plus circonspects, sur l'engagement des ministres, qui dans leur discours, lors du dernier comité consultatif pour la diversité et l'égalité professionnelle, affichent leur détermination à avancer sur ces thèmes, et qui dans le même été ne désapprouvent pas les mesures discriminatoires envers des populations étrangères.

De plus, au lendemain de la présentation du budget 2011 par nos ministres, où un plan de rigueur et d'austérité sans précédent a été acté, avec notamment la poursuite et l'amplification des suppressions d'emplois dans les directions rattachées à Bercy, et la compression des dépenses de fonctionnement à des niveaux jamais connus, ce groupe de travail peut pour le moins paraître déplacé dans la mesure où toutes ces décisions creuseront inévitablement les inégalités et amplifieront les discriminations de par la dégradation des conditions de travail. Ce n'est pas un hasard si le dossier « souffrance au travail », est apparue avec une telle vigueur ces dernières années dans nos services.

Enfin, alors que demain, les salariés de ce pays vont descendre dans la rue pour combattre un projet de loi sur les retraites dont l'une des conséquences sera la discrimination aggravée envers les femmes ayant eu une carrière incomplète, la crédibilité des ministres sur le dossier de la lutte contre les inégalités Femmes/Hommes est bel et bien entachée..

Pour autant, notre Fédération a décidé de poursuivre le travail engagé depuis 18 mois, restant cohérent pour sa part avec sa volonté de lutter contre toute forme de discriminations.

Cela n'enlève rien, bien au contraire, à notre détermination de combattre les orientations du projet de loi de finances 2011, et d'exiger le retrait du projet de loi retraites.